

tenue sous la présidence de Monsieur Descombes, assisté(e)
de Monsieur Le Roux et Madame Le Berre, Conseillers
En présence de Monsieur Moulinier, Rapporteur public
Monsieur Riaud, Greffier

09 heures 45

01) DOSSIER N° 2402565 RAPPORTEUR: Monsieur Gilbert Descombes

Titre de l'affaire Demande d'annulation de la décision du 6 mars 2024 du préfet du Finistère portant rejet d'une demande de carte nationale d'identité et de passeport français pour un enfant mineur

	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	Maître WONE Aliou (Cour)
Défendeur	PREFECTURE DU FINISTERE	

02) DOSSIER N° 2402969 RAPPORTEUR: Monsieur Gilbert Descombes

Titre de l'affaire Demande d'annulation de la décision du 30 avril 2024 du préfet d'Ille-et-Vilaine portant refus d'octroi de la nationalité française

	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	
Défendeur	PREFECTURE D'ILLE-ET-VILAINE	

03) DOSSIER N° 2404437 RAPPORTEUR: Monsieur Gilbert Descombes

Titre de l'affaire Demande d'annulation de la décision du 11 juin de la directrice générale de l'agence régionale de santé (ARS) de Bretagne portant suspension immédiate du droit d'exercer pour une durée de 5 mois d'un chirurgien-dentiste

	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	Maître CUGNY-LARREY Elma (Cour)
Défendeur	AGENCE REGIONALE DE SANTE BRETAGNE	

09 heures 45

04)	DOSSIER N° 2204552	RAPPORTEUR: Monsieur Pierre Le Roux
Titre de l'affaire	Demande d'annulation de la décision implicite de la commune de Lannion portant rejet de l'indemnisation d'un préjudice suite à un accident survenu le 9 juillet 2022 pour défaut d'entretien normal d'un ouvrage public	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame	SELARL SHANNON AVOCATS
	Monsieur	SELARL SHANNON AVOCATS
Défendeur	CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DES YVELINES COMMUNE DE LANNION	CABINET CAYOL PIERSON
05)	DOSSIER N° 2301279	RAPPORTEUR: Monsieur Pierre Le Roux
Titre de l'affaire	Demande d'annuler le titre de pension civile de retraite concédé par arrêté du 7 novembre 2022 en tant qu'il ne prend pas en compte la prime spéciale de sujétions pénitentiaires (majoration de pension prévue à l'article 76 de la loi n°85-1403 du 30 décembre 1985 de finances pour 1986), pendant la totalité des services au sein de l'administration pénitentiaire, ainsi que la décision du 10 janvier 2023 portant rejet de la demande de révision	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame	Maître DAUMONT ANAÏS (Cour)
Défendeur	MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DE LA SOVERAINETE INDUSTRIELLE ET NUMERIQUE GARDE DES SCEAUX, MINISTRE DE LA JUSTICE	
24)	DOSSIER N° 2203419	RAPPORTEURE: Madame Anaïs Le Berre
Titre de l'affaire	Demande d'annulation de la décision du 16 mai 2022 du préfet des Côtes-d'Armor portant refus d'évolution du coefficient de modulation individuel (CMI) de la prime d'indemnité spécifique de service (ISS) depuis 2018, étant alors technicien supérieur principal du développement Durable (TSPDD), corps de catégorie B technique relevant du ministère de la transition écologique, et affecté dans un service informatique interministériel (SIDSIC)	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	
Défendeur	PREFECTURE DES COTES-D'ARMOR	

09 heures 45

25)	DOSSIER N° 2202829	RAPPORTEURE: Madame Anaïs Le Berre
Titre de l'affaire	Demande d'annulation de l'arrêté du 24 mars 2022 du ministère du travail, de l'emploi et de l'insertion portant fin de formation initiale en qualité d'inspecteur-élève de l'action sanitaire et sociale	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	Maître ANDRIEUX Pascal (Cour)
Défendeur	MINISTERE DU TRAVAIL, DE LA SANTE ET DES SOLIDARITES MINISTERE DU TRAVAIL, DE LA SANTE, DES SOLIDARITES ET DES FAMILLES	
26)	DOSSIER N° 2203783	RAPPORTEURE: Madame Anaïs Le Berre
Titre de l'affaire	Demande d'annulation des arrêtés des 12 et 30 mai 2022 du maire de la commune d'Arzon, d'une part, autorisant l'occupation du domaine public pour une activité de bar/restauration et, d'autre part, accordant une permission de voirie pour l'installation d'une structure démontable et d'une terrasse dans le square de Port-Lenn à Port Navalo	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur Madame Madame Monsieur Monsieur Madame Monsieur Madame	
Défendeur	COMMUNE D'ARZON LES PETITES TABLES DE NJ	CABINET D'AVOCATS COUDRAY Maître PEIGNARD Michel

09 heures 45

27)	DOSSIER N° 2300369	RAPPORTEURE: Madame Anaïs Le Berre
Titre de l'affaire	Demande indemnitaire - Demande d'engager la responsabilité de la commune de Plouguiel pour défaut d'entretien normal d'un ouvrage public (ralentisseur en pavés) au titre d'un accident de vélo survenu le 12 septembre 2019	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	CALDESAIGUES CAROLINE (Cour)
Défendeur	COMMUNE DE PLOUGUIEL	SOCIETE D'AVOCATS MARTIN AVOCATS
Intervenant	SOCIETE MUTUELLE D'ASSURANCES DES COLLECTIVITES LOCALES	
Observateur	CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DU RHONE CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DE LA LOIRE	Directeur
28)	DOSSIER N° 2301521	RAPPORTEURE: Madame Anaïs Le Berre
Titre de l'affaire	Demande d'annulation du titre de pension du 7 novembre 2022 émis par le service des retraites de l'Etat en tant qu'il ne prend pas en compte la bonification prévue à l'article 12 du code des pensions civiles et militaires pour l'enfant d'une conjointe, ensemble la décision implicite de rejet du recours gracieux	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	CUNIN MICHAËL (Cour)
Défendeur	MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DE LA SOUVERAINETE INDUSTRIELLE ET NUMERIQUE SOCIETE ORANGE	
29)	DOSSIER N° 2303744	RAPPORTEURE: Madame Anaïs Le Berre
Titre de l'affaire	Recours indemnitaire : demande d'annulation de la décision implicite du service des retraites de l'Etat portant rejet de la demande de réparation des préjudices subis pour absence de prise en compte de la bonification prévue à l'article 12 du code des pensions civiles et militaires au titre de l'enfant de sa conjointe	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	CUNIN MICHAËL (Cour)
Défendeur	MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DE LA SOUVERAINETE INDUSTRIELLE ET NUMERIQUE	

09 heures 45

30)	DOSSIER N° 2500411	RAPPORTEUR: Monsieur Gilbert Descombes
Titre de l'affaire	Demande de condamner l'Etat à l'indemniser des préjudices subis en raison de son exposition à l'inhalation de poussières d'amiante dans l'exercice de ses fonctions sans bénéficier de protection individuelle ou collective efficace	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	SOCIETE D'AVOCATS MICHEL LEDOUX & ASSOCIES
Défendeur	MINISTERE DES ARMEES	
31)	DOSSIER N° 2500956	RAPPORTEUR: Monsieur Gilbert Descombes
Titre de l'affaire	Demande de condamner l'Etat à l'indemniser des préjudices subis en raison de son exposition à l'inhalation de poussières d'amiante dans l'exercice de ses fonctions sans bénéficier de protection individuelle ou collective efficace	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	SOCIETE D'AVOCATS MICHEL LEDOUX & ASSOCIES
Défendeur	MINISTERE DES ARMEES	
32)	DOSSIER N° 2206201	RAPPORTEUR: Monsieur Gilbert Descombes
Titre de l'affaire	Demande d'annulation de la décision du 5 septembre 2022 de la direction interregionale des services pénitentiaires du grand-ouest portant refus de télétravail, ensemble la décision du 10 octobre 2022 du ministère de la justice portant rejet du recours hiérarchique contre la décision de rejet de la demande de télétravail	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	EBC AVOCATS (Cour)
Défendeur	GARDE DES SCEAUX, MINISTRE DE LA JUSTICE DIRECTION INTERREGIONALE DES SERVICES PENITENTIAIRES	

Arrêté le 01/09/2025

Le président du tribunal